

Discours de Carole Delga, prononcé à Bram, le dimanche 1^{er} octobre 2023

Mes chers amis,

Je voudrais tout d'abord remercier Claudie Faucon Mejean avec toutes ses équipes, qui nous ont réservé un accueil remarquable. Nous avons multiplié les défis. Un village de 3 500 habitants, a accueilli plus de 2 500 personnes. C'est impressionnant. Merci aussi à ceux qui sont venus de loin. Je remercie les 36 intervenants qui ont assuré la qualité de nos débats.

Pour sa troisième année, à Bram, nous nous retrouvons à l'invitation de la majorité régionale, majorité plurielle de 109 élus avec qui je suis très heureuse et fière de travailler. Bram, c'est un travail de fond, propre à notre ADN politique : grâce à l'écoute, l'échange, la confrontation, les idées et les expériences ; Et aussi, apprendre, évoluer, progresser.

Loin du tumulte politicien et médiatique, il s'agit de poser, de façon apaisée et constructive, un diagnostic lucide sur l'état de notre société. D'esquisser, ensemble, avec la richesse de la diversité de nos parcours et de nos opinions, des pistes concrètes et crédibles pour l'avenir. Être force de proposition.

Ce rendez-vous de Bram illustre ce principe intangible pour nous, que le rôle premier de la politique est de rassembler et de changer la vie des gens.

Jaurès, le grand Jaurès, nous a tracé un chemin :

« *Le courage, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel* ». Et donc avec humilité et volontarisme nous travaillons pour le progrès, pour tous.

Nous partons donc du réel et appelons à l'intelligence collective et la participation active des citoyens.

En rassemblant, nous connaissons la diversité des vécus et ainsi nous pouvons proposer des vraies actions qui démontrent que la politique n'est pas vaine. Mais ce chemin que nous empruntons, il est complexe.

Rarement dans notre histoire moderne, les Français n'ont été autant désespérés par leurs dirigeants et par la politique.

Comment leur en vouloir, au vu de la médiocrité et de la violence actuelle du débat public ? Comment leur en vouloir, quand ce qu'ils entendent et ce qu'ils voient au quotidien ne correspond en rien à leurs préoccupations ou à leurs attentes ?

Cette fracture démocratique est d'autant plus dangereuse qu'elle intervient au moment où ils sont déstabilisés, inquiets, face aux bouleversements climatiques, technologiques, sociaux, aux transformations qui s'annoncent. Car, là où la politique devrait rassurer et accompagner, elle n'est que confusion et peur.

A ce sentiment de déconnexion de la classe politique par rapport aux préoccupations du peuple, se rajoute un terrible sentiment qui gangrène la cohésion républicaine : l'injustice.

Aux reproches qui nous sont faits, il y a un état de fait. L'injustice est devenue un mot banal. Dix millions de pauvres, un Français sur 2 qui vit à découvert, un sur trois qui déclare ne plus faire 3 repas par jour, ce sont des vies de femmes, d'hommes et d'enfants, de personnes âgées. Des vies difficiles, des vies à l'euro près, au litre d'essence près ; des vies raccourcies car la fin du mois commence désormais le 15, des vies dont l'horizon rétrécit à vue d'œil, des vies d'angoisses surtout, pour soi, pour ses enfants. Tout est petit : l'horizon, l'espoir, le salaire, l'appartement.

Ce sont bien les injustices qui gangrènent ce pays et les valeurs fondamentales de la République. Injustice sociale, injustice territoriale, injustice patrimoniale sont autant de fardeaux. Très souvent nous voyons nos concitoyens les yeux baissés et même les lèvres et poings serrés. Injustice qui forme ce sentiment d'isolement, d'enfermement, qui fait dire à beaucoup, à quoi bon, plus rien n'est possible.

Ces injustices ne sont pas naturelles : elles sont la matrice même d'un système à bout de souffle, incapable de résoudre les problèmes du siècle qu'il a en partie engendrés. Climat, pauvreté, eau, énergie... Qui peut encore soutenir que le marché seul trouvera les réponses adaptées à ces crises multiples qui menacent notre république et l'humanité ? Il n'y a que le président de la République pour croire encore au ruissellement magique. Victor Hugo avait déjà balayé cette idée funeste de ses mots imparables, voici plus d'un siècle : « vous augmentez la pauvreté du pauvre pour augmenter la richesse du riche ».

Dans ce pays, la justice sociale est toujours considérée comme un poids, une dépense. Mais pour moi, il ne s'agit pas d'aumône ou de charité ou d'assistanat : la justice est un des ciments de notre unité nationale, qui conditionne notre futur même, en tant que société et nation. Et la confiscation toujours plus importante, toujours plus indécente, de la richesse produite au profit de quelques-uns, est de fait une confiscation de notre avenir, une confiscation de l'espoir. Voilà pourquoi je milite, avec d'autres, pour la création d'un ISF climatique et progressif qui, en ciblant ceux qui connaissent les profits les plus élevés, permettrait de récolter près de 50 milliards d'euros par an. C'est cela que nous devons mener, c'est ce combat.

Un peuple qui ne se sent pas compris par ses représentants, qui ne se sent pas aimé par le 1^{er} d'entre eux, une injustice et des inégalités toujours plus fortes, c'est ainsi que la voie, sans issue, l'impasse de l'extrême droite se conforte.

L'extrême-droite, elle, s'engouffre dans cette brèche, béante, que creusent les injustices et les inégalités. Elle nous fait croire qu'avec elle, tout pourrait changer par l'illusion de sa poigne de fer. Elle se tait, surtout, espérant profiter du marasme actuel.

Regardez-les continuer à pointer de leur doigt infâme, comme toujours, le juif, le musulman, l'immigré, l'étranger, l'autre, qui serait la cause de tous nos maux. Rien, hélas, de neuf malheureusement.

La dynamique Le Pen, c'est d'abord l'immobilisme de celles et ceux qui transforment la politique en une machine à fabriquer de la fatalité. Je combats Le Pen de toutes mes forces car je combats d'abord cette fatalité : l'assignation sociale, territoriale, à résidence d'une partie de notre population, l'absence de perspective pour eux et leurs enfants. Que propose Le Pen ? Si ce n'est ce même libéralisme autoritaire dont on a vu le peu de résultats ici et là. Si ce n'est de monter, encore et toujours, les uns contre les autres, par cette loi du plus fort, toujours plus dure, en réalité, pour les plus faibles. « Le Pen, le peuple » c'est LA grande escroquerie politique. C'est cela l'escroquerie politique qu'il faut dénoncer. Mais il ne suffit pas de dénoncer, il faut donner des preuves tangibles d'espérer, un chemin de l'espoir.

Nous affirmons ici qu'il y a bien une autre voie. La droitisation prétendue de la société est un leurre. Nous le savons : il n'y a qu'à tendre l'oreille sur les marchés, devant l'école, l'hôpital, dans les associations, les entreprises, dans les rencontres sportives et culturelles, pour savoir que les idées de solidarité, de partage, de redistribution, de progrès, restent chevillées au corps de nos compatriotes.

Il n'y a qu'à écouter les Français, il faut écouter les Français : des Gilets Jaunes à celles et à ceux qui ont manifesté contre la réforme des retraites, ils veulent plus d'égalité, plus de fraternité, plus et mieux de République. Mais pas la République des mots galvaudés et des promesses jamais tenues, mais une République du courage, une République du respect, une République en commun.

Le commun c'est ce que nous devons reconstruire. Recréer du lien, lutter de toutes nos forces contre ce sentiment d'abandon et de ce que souvent nos citoyens nous disent : « on est loin de tout ». Cela veut dire on est loin de la Poste, de l'hôpital, de la belle salle de spectacle, des grandes universités, ils nous disent on nous a abandonnés au fond de notre vallée, de notre campagne, de notre banlieue ou de notre quartier. Parce que d'ailleurs c'est révélateur, ces quartiers, on ne sait plus les qualifier : quartier sensible, en difficulté, politique de la ville ? Ils se sentent loin des institutions, loin du sentiment de la bienveillance, de l'intégration par la promesse républicaine.

Car ce sentiment d'éloignement est commun à tout ce peuple, qui ne se sent pas considéré, qui ne se sent pas dans la dynamique de la start-up nation ou de la mondialisation heureuse.

Et c'est à ce peuple que nous devons parler, c'est lui que nous devons considérer, sans exclusive. Il n'est pas question de crier haro sur les patrons ou stigmatiser je ne sais quelles

catégories de populations, les professions libérales ou les enseignants mais affirmer que la priorité pour la gauche est d'abord celles et ceux qui se sentent loin de tout, isolés, perdus, déclassés, relégués.

La voie c'est celle du progrès social, humain et de la transformation écologique.

Et c'est à la gauche de porter ce choix : c'est même son rôle historique. Pas la gauche qui braille, mais celle qui travaille. Celle qui trouve des solutions, comme nous le faisons dans les territoires. Pas celle de l'entre-soi, mais celle du peuple.

On parle avec curiosité, souvent condescendance de cette « gauche cassoulet » dont nous serions les représentants. Je n'en prends pas ombrage, j'en suis même fière. C'est notre camarade Vincent Auriol qui a d'ailleurs fait entrer le cassoulet à l'Élysée, lui, qui avait eu ce mot célèbre et inspirant lors de son élection : « J'entre dans un palais mais je reste avec le peuple ».

Oui, voilà ce que nous sommes avec fierté : la gauche vaillante et populaire. Ni la gauche caviar, ni la gauche qui vend des salades, ni la gauche hostile.

Et la gauche vaillante et populaire c'est celle qui continue d'affirmer haut et fort, ce que la plupart des politiciens de ce pays ne disent pas, pire, ne pensent plus : oui la politique peut changer et doit changer les choses et la vie. C'est absolument indispensable.

Et bien sûr pour changer la vie, elle doit au préalable **apaiser, rassurer, protéger et rassembler**. Et non attiser le feu de la colère en espérant que les braises s'envolent du bon côté car ce pari du chaos est dangereux. On le voit, et l'histoire le démontre, quand la gauche choisit le camp de l'irresponsabilité, c'est le peuple qui trinque.

L'heure est, au contraire, à agir avec exemplarité et dignité. Là aussi, je voudrais revenir sur ce mot. La dignité, ce n'est pas un prix sur une étiquette, un montant sur un chèque, une prime à la fin du mois : c'est le sentiment, le plus noble qui soit avec l'amour, de se sentir respecté en tant que femme ou homme ; celui d'être debout, de regarder le monde les yeux dans les yeux, d'égal à égal et de choisir son destin et de l'accomplir.

La dignité, n'est-ce pas ce qui manque aujourd'hui à la politique. On doit combattre avec sincérité, avec fidélité et respect. Et on juge à l'élection.... Mais dans tous les cas, on ne tombe pas dans l'indignité du reniement.

La dignité, c'est le refus du populisme et de la démagogie, car nous savons que ce pays ne pourra réussir à surmonter les grandes transformations sociales, économiques, environnementales en cours et à venir, sans être soudé et rassemblé autour d'objectifs concrets et positifs. Nous ne pouvons pas être la gauche qui renonce, la gauche qui fait peur. **Et à Bram, nous sommes rassemblés. La gauche populaire et vaillante, des femmes et des**

hommes libres, conscients de nos responsabilités, animés par l'amour de la République et de notre pays.

Hier, nous avons accueilli une remarquable table ronde. Où Riss, avec la force de son témoignage, nous a rappelé que nous ne baisserons jamais les yeux. Oui, nous sommes cette gauche Charlie passionnément, amoureuxment et de façon déterminée.

Lorsque nous lançons les invitations de Bram, lorsque nous lançons nos premières invitations, il arrive parfois que l'on nous dise : « c'est bien mais c'est loin, Bram ».

C'est vrai qu'elle est loin. J'ai pu voir en effet, les sondages ces dernières semaines. Cette volonté de renouer avec une gauche populaire. Ces sondages ne m'ont pas étonnée parce que ce sentiment d'abandon je le sens au plus profond de mon être.

Parce que leur histoire est mon histoire. Parce que je suis des leurs.

Une enfant des Pyrénées, élevée par sa grand-mère et sa mère, dans la joie des bonheurs simples, dans cette certitude si populaire que le travail finit toujours par payer. Ne jamais lâcher, ne jamais lécher les pompes de qui que ce soit. On ne lâche pas, on travaille obstinément, de façon déterminée. Et chaque rêve, même les plus fous, compte autant que chaque sou.

Une jeune Commingeoise que l'école de la République a pris par la main, sans jamais lâcher, pour l'amener, grâce à l'écoute et le soutien de professeurs passionnés, puis par l'obtention d'une bourse, pour entrer à l'université. Cette école ne m'a jamais lâchée, et m'habite toujours hier comme aujourd'hui. Cette école de la République, qui a été à l'écoute et grâce au soutien de professeurs passionnés et patients à mon égard, puis cette école qui m'a donné une bourse, pour entrer à l'université et donc ouvrir tous les possibles.

Une femme d'Occitanie qui s'est construite dans cette humanité de tous les jours qui permet de grandir, de se grandir : la solidarité avec les voisins, la fraternité des fêtes de villages, le partage des idées, des joies, des peines, la parole donnée à l'autre, la sincérité de l'amitié, la porte ouverte et les bras tendus, toujours plus grands.

Cette conscience sociale et territoriale, que je partage avec vous, avec beaucoup d'autres dans ce pays, a fait de moi ce que je suis aujourd'hui. Elle a forgé mon caractère, elle inspire chaque jour, mes choix politiques. Je ne passe pas un jour, sans penser à vous. A me demander comment peut-on faire pour améliorer, même pour inverser le cours des choses ? Pour que vous ne renonciez pas, que vous ne soyez pas abasourdis par la fatalité et l'injustice.

En Occitanie, cela se traduit par une forme de radicalité, de l'action, pas de la parole.

- **C'est parce que nous savons que l'école** est devenue le lieu même de la reproduction des déterminismes sociaux que nous avons fait ici la rentrée la moins chère de France avec livres, le matériel pédagogique, l'ordinateurs et les transports gratuits. L'école de la République n'a pas besoin d'une révolution, d'une révolution éducative qui partirait de ce simple postulat : penser d'abord à l'enfant, partir de ses besoins.

Je travaille à beaucoup de propositions, qui devront être portée au niveau national

- La semaine de 4 jours et demi, non pas pour revenir à une France du passé mais bien car nous avons en France le moins de jour d'école.
- des vacances d'été moins longues avec des vacances intermédiaires mieux équilibrées.
- la refonte de la formation des enseignants (recrutement à bac +3, suivi d'une formation initiale de 2 ans), bien entendu la hausses de leurs salaires et la possibilité de d'intégrer l'éducation nationale tout au long de la vie professionnelle et réciproquement, permettre aux enseignants des expériences dans d'autres fonctions ou dans le privé.
- Ne renoncer à rien, surtout pas la mixité scolaire que le président département de la Haute Garonne Sébastien Vincini expérimentent avec succès dans ses collèges. Oui la mixité existe dans nos collèges de Haute-Garonne. Les résultats sont là. Il ne faut pas céder aux chimères, avoir une détermination absolue, pour avoir une éducation NA-TIO-NALE

Voilà pourquoi, avec Guillaume Lacroix, président du PRG, j'estime qu'école et laïcité sont tant liés : non pas parce qu'il faudrait seulement respecter la loi, mais bien par la volonté de la société que nos enfants apprennent, dès le plus jeune âge, le respect, la tolérance, le refus de la violence, le goût du débat et de l'autre. Le philosophe Henri Pena Ruiz l'a si bien exprimé hier.

- **C'est parce que nous voulons vraiment gagner la bataille du réchauffement climatique** que nous avons l'ambition d'être la première région à énergie positive d'Europe.

Ce combat de tous les jours produit de premiers résultats encourageants.

Nous avons augmenté de 70% la part de l'éolien flottant, nous avons doublé la part du solaire. Et nous devons baisser la consommation. C'est ce que nous avons fait en Occitanie, malgré la progression de la population. Nous gagnons chaque année 42 000 habitants. C'est la nécessité de baisser la consommation énergétique et d'avoir plus d'énergie renouvelable.

Je crois à une écologie positive, pas discriminante, une écologie qui permettrait le progrès social, pas une décroissance punitive.

L'écologie, c'est d'abord de la volonté et du pragmatisme. Volonté de tendre la main aux plus modestes avec l'éco chèque mobilités pour que la mobilité électrique soit permise au plus grand nombre. C'est proposer la fin de l'absurde libéralisation du marché européen de l'électricité.

Parce que nous devons avoir à court terme de vraie action sur l'électricité qui est la cause de l'inflation, de la perte de pouvoir d'achat de nos concitoyens et de la perte de compétitivité des entreprises. Alors à court terme, nous devons plafonner le prix du gaz et le subventionner comme l'a fait l'Espagne, grâce notamment à une contribution de solidarité sur les surprofits réalisés grâce aux énergies fossiles pour quelques-uns et d'élargir le tarif réglementé de vente pour les particuliers à nos petites entreprises et à nos collectivités locales. C'est le travail mené à l'Assemblée Nationale par le groupe socialiste et je salue Boris Vallaud et Valérie Rabault.

Je suis en train de réfléchir avec Fabien Roussel à plusieurs solutions pour refaire structurellement le marché de gros de l'électricité. Nous voulons le réformer et tout d'abord, mettre en place des enchères inversées à prix demandés par les producteurs plutôt qu'à prix limités consentis par les distributeurs et en multipliant les contrats à long terme. Nous devons absolument traiter cette définition du prix de l'électricité, qui est en train de nous enfermer.

Je tiens à saluer Ian Brossat, nouveau sénateur, et j'en profite pour féliciter tous les sénateurs de gauche élus ou réélus.

- **Et s'il y a bien un secteur où climat et pouvoir d'achat doivent aller de pair, c'est bien celui des mobilités.**

Il y a des années que je me bats pour la gratuité des transports. C'est aussi le combat de Michaël Delafosse qui va mettre en place la gratuité des transports et c'est une première à l'échelle de 500 000 habitants. L'Occitanie est en pointe sur ce sujet. Avec le TER à un euro notamment et nos petits prix qui ont permis d'augmenter la fréquentation de 30% en quelques années (13 millions de billets à 1€ en 2022). Le train doit être privilégié, mais ça ne peut pas être une solution à tout.

Je veux saluer également la proposition de la députée européenne verte Karima Delli, de « ticket climat » sur le modèle mise en place par le gouvernement allemand. Je partage avec elle cette idée, cette grande idée qui monte, que l'investissement public sur le rail est un investissement d'avenir.

C'est pourquoi, en tant que présidente de Régions de France, j'ai impulsé deux propositions importantes, portées par tous les présidents de Région :

- 100 milliards sur les 10 prochaines années pour les infrastructures et le matériel roulant,

- Et notre annonce de jeudi au congrès de Saint-Malo : des assises nationales des mobilités ferroviaires et de l'intermodalité : financement et tarification.

Ainsi, nous en finirons avec les annonces du Pass, qui n'ont pas été travaillées et surtout nous pourrions privilégier le train à la route, quand cela est possible.

On ne peut être dans une position dogmatique où les seules infrastructures de transport sont « les petites lignes ». Oui, nous en avons besoin, mais nous avons également besoin de LGV, du Bordeaux-Toulouse, du Montpellier-Perpignan, mais aussi de Marseille-Nice. On a besoin que le Sud du continent européen soit une force de développement.

Le temps des infrastructures de transport ne peut être révolu sinon le peuple aura toujours le sentiment d'être loin de tout, relégué et n'ayant pas droit à la promesse d'égalité : un travail de valeur.

Là aussi, nous y travaillons et nous voulons également que cela se concrétise en terme industriel parce que nous savons aussi concilier écologie et économie. Nous devons remettre ce chantier devant la Commission européenne. Nous avons besoin d'un Airbus Ferroviaire. Nous devons remettre ce chantier devant la Commission européenne. Un géant européen capable de garantir ce nouveau besoin de rail et aussi notre souveraineté industrielle face aux Chinois.

École, énergie, mobilités. Vous le voyez, sur ces trois enjeux majeurs qui impactent la vie de notre peuple au quotidien et qui conditionnent l'avenir de la France, un autre choix est possible.

Je pourrais continuer ainsi sur d'autres sujets, comme la santé, le bien vieillir pour tous, et le sujet des nouvelles formes de travail. Car la gauche est également attendue sur sa capacité à reparler emploi et entreprise, et soyons encore plus clairs, du travail, celui qui paie et qui épanouit, celui qui grandit et émancipe, pas cette « ubérisation » à marche forcée qui transforme une société de services en une société de serviteurs. Ni cette société de travailleurs en première ligne, qui n'ont même pas le droit à l'ultime des reconnaissances : une retraite à 60 ans. Et je salue les représentants syndicaux présents ici.

La gauche doit appeler à changer d'ère. Elle doit, par son travail, faire sortir des esprits, cette idée si libérale, si commode pour les plus puissants, que le pays serait bloqué parce que des Gaulois réfractaires refuseraient toute idée de réforme !

Car s'il est bloqué, comme figé, c'est par la faute de ses dirigeants, incapables de connaître la vie des Français, incapables de changer leur logiciel pour l'adapter aux réalités du terrain, et de la planète.

Au fond, ce que je leur reproche le plus, c'est de ne plus y croire. C'est de gérer le pays avec une machine à calculer. C'est de transformer nos paysages en un décor uniforme et vide de toute âme.

Alors oui, cette voie elle doit être tracée, elle doit être construite. Cette union est bien sûr indispensable. Une union sincère, qui mettrait en mouvement l'ouvrier agricole, la professeure des écoles et le jeune diplômé d'une cité. Une union réellement populaire qui permettrait de transcender les frontières sociales et territoriales. Un grand merci à Hélène, à Karine et à Jean-Luc d'être avec nous pour témoigner de leurs territoires, que ce soit à Vaux-en-Velin, à Saint-Ouen ou le Kremlin-Bicêtre. Et bien sûr, je veux remercier Nicolas Mayer-Rossignol, parce qu'un grand incendie s'est déclaré hier soir, je sais ce que c'est, j'ai été maire, l'inquiétude, qui a été la tienne de ne pas être aux côtés de tes concitoyens.

L'union, pour moi, c'est d'abord la capacité à comprendre le pays, se transcender, proposer et réaliser. L'union, ce sont des choix, une clarté, une cohérence, une constance dans le travail et dans l'écoute pour être compris par le peuple et non mépris ou contraint.

L'union, c'est l'exemplarité du comportement, la crédibilité du projet et l'autorité nécessaire pour le mettre en œuvre, dans le cadre républicain et l'état de droit.

C'est cette union là que je veux pour la France. Et je le crois : elle peut être majoritaire, comme elle l'est déjà, dans nombre de territoires de ce pays. Et je prendrais toute ma part, avec d'autres, dans ce travail collectif.

Aussi, je terminerai ce discours par un appel.

Un appel à croire en vous, à croire en nous. A croire, tout simplement, que les valeurs que nous portons fièrement ont un avenir, que cette gauche populaire et vaillante que nous incarnons constitue toujours une réelle alternative.

Mais aussi, à croire en l'Europe.

Notre projet d'une France plus juste et plus durable va de pair avec notre volonté de réorienter l'Europe sur les besoins fondamentaux des habitants du continent et sa capacité à préparer l'avenir.

La guerre en Ukraine, les bruits de bottes en Arménie, le flot des migrants à Lampedusa, où on entend le ministre de l'intérieur qui déclare « *il n'y aura pas d'accueil de migrants de Lampedusa* », marotte qui ne fait que nourrir le discours de l'extrême droite. La lutte contre le réchauffement climatique, appelle à plus et mieux d'Europe. Nous ne voulons pas être dans le rabaissement de l'idéal européen. L'Europe est notre avenir. **Alors égoïsme ou solidarité, repli sur soi ou main tendue vers le monde : c'est bien l'enjeu des élections de juin prochain.**

Main tendue vers le monde, ou repli sur soi, main fraternelle, ou main qui frappe. C'est cela que nous devons avoir au cœur pour porter le projet européen. Oui, nous devons travailler, bien sûr avec Raphaël Glucksmann et Aurore Lalucq, ainsi que toute la gauche.

Il est nécessaire de lancer un appel qui correspond à nos croyances, à nos valeurs, à l'Europe. Un appel au réveil de l'âme française, au sursaut de l'âme européenne et des consciences méditerranéennes. Je demande que la résolution transpartisane sur la nécessité d'action de l'Union Européenne de recherche et de sauvetage en Méditerranée, soit clairement transformée par le Parlement européen, avec un effet juridique et contraignant. Nous avons la chance que la présidence de l'UE soit assurée par l'Espagne et Pedro Sanchez. Nous devons continuer à porter ce message de générosité pour les migrants et la Méditerranée. Un appel bien sûr pour que la Méditerranée soit un lieu d'espoir et pour que l'Occitanie soit à l'initiative de cet espoir, pour la France, pour les Françaises et les Français.

Je vous propose que nous ne soyons loin de rien et de personne, mais au cœur de tout, aujourd'hui comme demain, portons et levons l'espoir.